

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

26 JUIN AU 17 JUILLET 1980

Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10e année - N° 319 - 4,50 F

URSS monde du silence



— quand nos lecteurs prennent la parole

● LA VIE DE BRIAN ●

Décidément, eh oui, «La vie de Brian» fait couler de l'encre (Royaliste 315 et 317). Cela fera donc une lettre de plus. Vous aller en conclure que beaucoup de spectateurs ont vu ce film et là, je vous arrête. Arnaud Fabre ne cache pas ne pas l'avoir vu mais il aurait alors du se taire. F. et F.S. (de Reims) sont discrets à ce sujet mais je prendrais volontiers les paris.

Cette lettre donc pour corriger un contre-sens total : Brian n'est pas le Christ et ne cherche nullement à l'imiter. Il est né dans l'étable voisine et à la suite de circonstances diverses est pris par la foule pour un messie : c'est le sens de l'expression de «messie malgré lui» dans l'article d'André Roy. Comme il l'explique fort justement, les Monthly Python s'en prennent aux mouvements de foules. C'est en somme le thème des fausses idoles, veau d'or, etc., à l'époque du Christ. Rien de très méchant dans tout cela.

Alors pitié, ne mettez pas le sacrilège et Clavel à toutes les sauces. Plus de rigueur intellectuelle, et l'on peut souhaiter qu'on ne reprenne effectivement plus le rédacteur en chef dans ce genre d'exercice périlleux. Quant à l'article d'André Roy, il donne à mon avis une opinion juste sur ce film qui, je vous l'assure, fait rire.

P.C. (Rouen)

● OUVERTURE D'ESPRIT ET SINCERITE ●

Sans doute serez-vous étonnés de ce témoignage de sympathie de la part de quelqu'un que vous ne connaissez absolument pas et qui ne fait pas partie de vos abonnés.

Pourtant depuis ce jour du mois d'août 77 où je me promenais à Paris et où la fantaisie m'a pris d'ouvrir Royaliste devant un kiosque, depuis ce jour où j'ai lu votre article intitulé Volem viure al País ! et qui m'a stupéfié, depuis ce jour où j'ai tenté toute la soirée de vous joindre par téléphone avant de repartir à Toulouse, je suis un lecteur fidèle de votre bi-mensuel dans la mesure où je le trouve et où mes fonds me permettent de l'acheter.

Ma lettre vous paraîtra un peu longue, mais je voudrais rendre hommage à votre ouverture d'esprit et à votre sincérité.

Bien que je sois loin d'approuver tout ce que vous dites à ce sujet, vos articles sur les nations de l'Etat français montrent que vous êtes le seul groupe hexagonal à avoir hérité des traditions fédéralistes qui ont été celles du royalisme et du républicanisme... chaque fois qu'ils étaient dans l'opposition ! Vous avez en tout cas une volonté de comprendre qui fait que vous seriez les seuls à trouver un accord avec nous autres, autonomistes.

Que cette attitude résolument moderne soit due à vos convictions monarchistes me paraît évident. Je n'ai pas eu besoin de vous connaître ni de lire Maurras (qui

en dehors de ses idées fédéralistes a proféré beaucoup d'âneries) pour trouver in abstracto à la monarchie de nombreux avantages : le Roi n'étant pas élu, ne peut pas s'imposer trop violemment, car il n'a jamais la ressource de dire : «50%,xx... de citoyens m'ont choisi donc je m'impose», d'autre part, il n'a pas besoin de s'avilir pour flatter la masse, et n'étant pas le représentant de la majorité et par conséquent du conformisme, il est plus facilement novateur qu'un président. La faiblesse relative du pouvoir royal permet de respecter les pouvoirs locaux, autonomies nationales (anciens Etats), pouvoir des municipalités, etc. Et les lois de succession, ainsi que le fait que la charge du métier de roi soit attribuée à vie, fait que dans les périodes troubles les citoyens savent vers qui se regrouper. (songeons aux luttes fratricides qui auraient été évitées si en 1940 un roi reconnu comme tel était parti en exil comme la reine de Hollande ! Et songeons aux «erreurs» criminelles qui n'auraient pas pu s'accomplir). Voilà pour les avantages principaux.

L'ennui est que la pratique de gouvernement des monarchies passées ne nous rend pas massivement nostalgiques, et il est très gênant de voir que le comte de Paris ne renie pas ses ancêtres. Pourquoi soutenir ce prétendant et non pas un homme nouveau ? (...) Néanmoins, ce qui m'importe le plus, est de vous témoigner toute mon affection : votre dernier numéro est remarquable d'un bout à l'autre. L'article de Renouvin et l'interview de Jacques Baume à propos de l'Iran démontrent une fois de plus votre volonté courageuse d'y voir clair et d'informer avec la plus scrupuleuse honnêteté. Les articles de Gérard Leclerc sont très souvent d'une profondeur exceptionnelle pour une revue politique. Et j'apprécie beaucoup l'absence de fanatisme qui est le vôtre, à savoir que vous comprenez des positions qui ne sont pas les vôtres, ce qui ne vous empêche pas d'approuver ou de condamner selon les cas avec clarté et fermeté. Et puis il y a chez vous une conscience aigüe des droits de la personne humaine, de la dignité de l'homme, et du tragique de sa condition.

Pour ses qualités si rares, je peux vous assurer que vous avez un peu partout, et même dans des tendances politiques apparemment éloignées de la vôtre, des gens qui sont prêts à devenir, ou qui sont déjà, des «compagnons de route».

A.B. (Toulouse)

P.S. J'ai bien aimé la lettre de JM J. du Caire pour la défense de Sartre : c'était un grand bonhomme et un grand philosophe (même s'il y en a d'autres que j'apprécie plus). Que lui reprochait-on dans le numéro 313 (que je n'ai pas lu) de Royaliste ? D'être athée par faiblesse ? Je ne crois pas. Simplement Sartre a refusé de se poser la question de l'existence de Dieu pour étudier la condition humaine. Ce refus l'a amené à une pratique athée ; le même refus m'a rendu catholique. Qu'on me démontre que l'un de nous deux a tort !

nouvelles hébrides : le jeu de la France

L'imbroglie néo-hébridais n'est ni à l'honneur de la décolonisation ni à celui des Anglais et des anglophones.

Comme le rappelait J. Le Goffic dans Royaliste (1), les Anglais ont su par missionnaires et administrateurs interposés pousser leurs pions au sein du condominium franco-britannique jusqu'à faire de l'archipel un ensemble (?) anglophone à 80%. Conclusion logique de cette politique : les élections générales d'il y a quelques mois furent remportées après quelques bricolages par le Vanua'aku Pati (VAP). Ce parti est à la fois anglophone, anglophile et acquis à des solutions de type tanzanien à imposer d'office au reste de la population. Contre les méthodes autoritaires de son leader Walter Lini se sont dressées dans un front commun, il est vrai des plus discontinu, à la fois les minorités coutumières et les minorités francophones de Tanna et de Spiritu Santo. A noter que les Francophones recrutent dans les tranches de la population les plus jeunes (20-25 ans). Les Anglais auraient voulu que la France envoie des parachutistes contre les gens de Santo qui par opposition au VAP voudraient faire sécession. Dijoud n'a pas marché. Encore heureux ! Au vu de ces données, on serait même tenté de dire qu'il faut aider militairement Santo contre le VAP. Malheureusement les choses ne sont pas si simples. Jimmy Stevens le leader des francophones de Santo est un

personnage douteux, plus ou moins subventionné par la société américaine Phœnix, qui rêve de transformer l'île en Etat sécessionniste qui serait en même temps un paradis fiscal pour les multinationales !

Le soutien aux opposants de Tanna où fut tué il y a quelques semaines le leader francophone Alexis Youlou serait moins équivoque. Mais la France a-t-elle encore des cartes maîtresses à jouer alors que depuis 1906 (date de l'instauration du condominium) elle a pratiqué la politique du je m'en fichisme ?

Paul MAISONBLANCHE

(1) Royaliste 307 - La dérive d'un archipel - en vente 4 F 50.

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57 C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

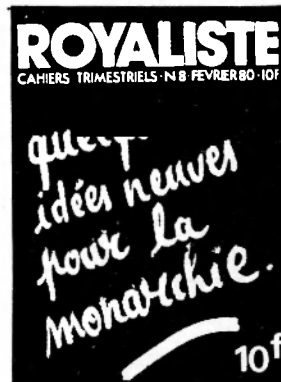
* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

Imprimé en France - Diffusion : N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

parutions récentes:

COMMANDES ET REGLEMENTS A L'ORDRE DE ROYALISTE C.C.P. 18 104 06 N Paris - les prix indiqués sont franco de port



Pierre Boutang royaliste et philosophe

ROYALISTE (21)

des royalistes aujourd'hui : qui sont-ils ?

ROYALISTE (61)

le contrat social de J.J. Rousseau

Léon de Montesquiou

ROYALISTE (75r)

contre la "bataille de l'avant"

Nul doute que les questions de défense sont devenues un enjeu dans la lutte d'influence menée par les deux tendances de la majorité au pouvoir. Mais au delà des querelles partisans le problème de fond demeure : comment assurer l'indépendance de la France ? L'attitude des giscardiens n'est pas neutre dans ce domaine : elle consiste à leurrer l'opinion publique (l'affaire de la bombe à neutrons le démontre) pour nous faire réintégrer peu à peu l'orbite militaire américaine.

Ce débat autour de la défense nationale s'est développé d'abord à propos de la publication de deux rapports contradictoires qu'ont présenté successivement l'UDF et le RPR. Nous avons eu l'occasion dans le dernier numéro de *Royaliste* de dire quelques mots du document giscardien : tentative d'avalisation de l'actuelle politique militaire élyséenne. Sous le discours faussement gaullien on découvre en effet la problématique traditionnelle des milieux atlantistes selon laquelle le surarmement soviétique classique créerait un déséquilibre en Europe. Fossé qu'il faudrait combler en réarmant massivement au niveau nucléaire tactique (en cela les rampes de Pluton et demain un Super-Pluton sont considérés comme un appoint aux fusées tactiques américaines qui devraient être installées en Europe) ainsi qu'au niveau classique par le maintien du Service National de conscription, à quelques aménagements et réformatettes près. L'armement stratégique n'étant envisagé que comme dernier atout d'une « riposte graduée » à la française, complètement décalquée de la doctrine militaire américaine actuelle.

Est-il besoin de dire que cette politique est une perversion totale de la doctrine militaire élaborée par le Général de Gaulle dans ses idées maîtresses de non engagement et de dissuasion. En développant l'idée de la « bataille de l'avant », en faisant de notre défense un simple appendice du système de l'OTAN constitué en vue de l'engagement total, en « banalisant » l'arme nucléaire qui devient une super-arme classique et non plus l'instrument politique du jeu diplomatique de la France, le giscardisme liquide purement et simplement l'idée l'indépendance nationale. En contre partie une telle politique redonne tous ses privilèges à une bureaucratie militaire qui vit de la conscription et qui n'a jamais digéré que la dissuasion la relègue au rang d'instrument du politique.

LE RAPPORT R.P.R.

Le document du RPR est par rapport à ces criminelles âneries, une vue d'intelligence. Il a d'abord le grand avantage de donner la mesure de la situation française, d'être extrêmement logique et de rompre avec le conservatisme am-



Le général Gallois : « La bombe à neutrons : une opération publicitaire ».

biant. Constatant que l'idée d'indépendance est creuse sans la dissuasion il propose trois axes principaux d'une politique militaire :

- le développement de l'armement stratégique et son adaptation aux nouvelles armes adverses : par la continuation du programme des sous-marins nucléaires (SNLE) jusqu'ici indétectables, et par l'installation d'armes mobiles pour pallier la vulnérabilité des missiles fixes du plateau d'Albion.

- la réduction du Service National à 4 mois et la mise sur pied d'une véritable défense populaire par un système de périodes effectuées par les citoyens dans leur propre région, pouvant assumer la protection des points sensibles et constituer cette armée conventionnelle légère dont parlait récemment le Général Gallois (1), prête à mener une guerre d'usure.

- la juste conception de l'armement tactique conçu comme une première semonce en cas de concentration classique pour montrer notre détermination à défendre le sanctuaire.

On peut regretter cependant que ce rapport n'ait pas été suivi d'un chiffrage précis des coûts qui n'aurait pas manqué de faire apparaître l'énorme gâchis financier de la conscription à laquelle le RPR reste encore en partie attaché. Si l'idée d'une défense populaire décentralisée nous semble intéressante, elle ne peut se concevoir, pour être totalement efficace que par l'éclatement du cadre jacobin de la conscription, cause des réflexes de caste de l'armée actuelle.

UN NOUVEAU GADGET

La presse libre et particulièrement *Le Monde* (article de Michel Tatu du 13 juin) n'a pas manqué

de relever la cohésion intellectuelle des partisans de l'indépendance qui ont du coup éclairci le débat, au point que c'est autour de leurs thèses que se sont centrées les discussions lors du colloque de l'ENA sur la défense. Leurs premières nuées dissipées, les giscardiens se devaient de rebrouiller les cartes par le lancement publicitaire d'un nouveau zombie : la « méga-bombe à neutrons » : une arme stratégique et non plus une munition d'artillerie (2) agissant sur un rayon de 30 Km et non plus de 600 m ? Bien sûr rien d'officiel, ni aucun travail vraiment scientifique là dessus. Il semble une fois de plus qu'il s'agit comme le déclarait le Général Gallois à *Libération* : « d'une opération de journaliste qui contient sa propre contradiction ». Propos auxquels l'un des promoteurs de l'opération, Philippe Marcovici du *Quotidien de Paris*, n'a pu répondre que par des injures embarrassées, sans avancer un argument sur cinq colonnes d'éditorial. On ne voit pas en effet pourquoi nous nous doterions d'une arme qui n'existe peut-être pas alors que les missiles stratégiques actuels ont les mêmes fins. Une fois de plus, alors que les problèmes semblaient bien posés, une certaine presse se laisse aller à son goût de la blagogie et du délire de science-fiction sur un sujet des plus graves. Pour le plus grand profit de qui ?

Jacques BLANGY

(1) Lire en particulier le rapport du G.I. Gallois dans le remarquable numéro 39 de la revue *Paradoxe* : « Une politique militaire de la France ». (*Paradoxe*, 120 Champs Elysées, 75008 Paris, prix du numéro : 35 F).

(2) Voir nos développements dans le précédent numéro sur l'obus à neutrons.



« La dureté de leur vie sera le prix de leur liberté ! »

VIII^e plan : vers le “ meilleur des mondes ”

En période électorale, les discours des hommes d'Etat ne disent évidemment rien de leurs intentions réelles. Pour savoir ce qui se concocte en haut lieu, il faut avoir le courage de lire les textes, confus et pédants, des conseillers du gouvernement. Ce qu'ils envisagent pour la France de demain est pour le moins inquiétant.

Ainsi la « contribution » de MM. Amado et Stoffaes publiée en annexe du rapport préparatoire au VIII^e Plan sur « la société française et la technologie ». On y verra avec quelle habileté ces « libéraux avancés » se servent des thèmes contestataires issus de Mai 68 pour fonder une théorie de la ségrégation économique et sociale. Constatant que « l'économie d'abondance entraîne une diversification des « besoins », un refus du travail industriel, une tendance au retour à la terre et au mode de production artisanal », MM. Amado et Stoffaes proposent la constitution d'une « socio-économie duale » qui serait « divisée volontairement » en deux sous-ensembles :

— « D'une part, un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'informatique et les techniques de pointe, ainsi que les langues étrangères, passant une partie de leur vie à l'étranger. »

— « D'autre part, un sous-ensemble incamant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'institutions de redistribution, d'hommes moins mobiles, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et plus classique. »

Cette dualité « permettrait la reconquête de l'identité, d'une « pluralité » vraie, d'un droit à la différence qui ferait sauter carcans, moules, cadres et stéréoty-

pes. Sympathique, non ? D'autant plus que le secteur traditionnel permettrait de créer des emplois, et de rééquilibrer les régions.

Seulement voilà : cette économie « duale » aboutit à une société injuste et dure. D'un côté, il y aura la race des seigneurs, c'est à dire les hommes qui auront choisi de travailler dans les secteurs de pointe : ceux-là seront très bien payés, et bénéficieront de tous les avantages sociaux possibles. Les autres, qui auront choisi le secteur traditionnel, vivront tout autrement : comme l'écrivent Amado et Stoffaes, « la dureté de leur vie sera le prix de leur liberté et de la qualité de vie qu'ils auront choisie ».

De fait nos deux experts prévoient de :

— « Distendre le lien entre l'emploi et le droit aux prestations sociales (Sécurité sociale, allocations familiales, retraites). C'est-à-dire qu'au-delà d'un niveau minimum de protection, les cotisations deviendront « volontaires et déplaçonnées ». Donc plus de solidarité.

— « Sauf exception, n'accorder d'indemnités chômage généreuses que pour les emplois d'un secteur d'activité dans lequel il n'existe pas d'offre d'emploi. »

Qu'on ne s'étonne pas d'un si tranquille cynisme. La logique du « libéralisme avancé » est ici poussée jusqu'à son terme : elle porte en elle la séparation radicale des pauvres et des riches et, bien sûr, la dictature de ces derniers.

B. LA RICHARDAIS



Qu'ont-ils donc ? De matraquages surabondants de journalistes en rafles inopinées de passants, de manifestations de protestation en déclarations indignées, le petit monde des forces de police s'agite beaucoup depuis quelques semaines. Et ne laisse pas d'inquiéter sur une certaine évolution des mœurs policières.

A Marseille, quatre cents policiers, conduits par la hiérarchie au grand complet, manifestent par deux fois dans la rue ... En signe de solidarité avec deux de leurs collègues condamnés pour avoir extorqué en octobre 1975 de faux-aveux sous la torture à deux « suspects » qui devaient d'ailleurs bénéficier d'un non-lieu.

Verdict presque indécent pourtant : trois ans de prison ... avec sursis et 5000 F d'amende. Pour les policiers en colère, il s'agit d'une « inadmissible provocation ». Et leur porte-parole de déclarer : « Puisque, apparemment, la parole d'un voyou suffit à entraîner la condamnation d'un fonctionnaire de police, il est absolument indispensable de redéfinir, en complément des textes en vigueur, les rapports qui doivent exister entre les officiers de police judiciaire et les délinquants ». Et le SNAPC (Syndicat national autonome des policiers en civil) d'attirer « une nouvelle fois l'attention des magistrats sur le danger que représente la généralisation et la systématisation des inculpations de policiers pour violences, alors même que la culpabilité n'a pas été formellement établie ». Non établie ? Alors qu'une expertise médicale avait clairement établi les actes de torture subis...

A Paris, des gradés montrant l'exemple, des journalistes-photographes sont matraqués lors d'une manifestation. Et les journalistes de protester afin « qu'il ne soient plus les victimes de

certaines éléments de police trop assurés de l'impunité des forces de l'ordre. »

Et de même se multiplient les accusations contre une magistrature jugée par la police trop encline à s'intéresser aux brutalités et aux abus de pouvoir policier. Magistrature d'ailleurs bien timide, comme dans l'affaire de Dôle ou celle de ce travailleur émigré assassiné dans un commissariat, qui se sont terminées par des non-lieu. De même qu'un témoignage de policier n'est jamais mis en cause, même lorsqu'il se révèle faux, comme au cours des « événements du 23 mars ». Au contraire, ce qui existe, c'est bien le problème de l'indépendance du pouvoir judiciaire face au pouvoir policier.

DANGER : AUTONOMIE

Cette volonté de la police de constituer une caste d'« intouchables »... mais ayant tous les droits, ces incessantes pressions sur la magistrature, ne sauraient être tolérées dans un pays dit démocratique. La police a sa raison-d'être théorique dans la protection des citoyens, à savoir dans la sauvegarde de leurs libertés. C'est donc, par nature même, un service public : elle ne saurait en aucun cas se constituer en une institution autonome, dans le sens strict du terme, à savoir se forgeant ses propres lois. Les policiers, pas plus que d'autres catégories de citoyens n'ont droit à l'impunité. Faut-il rappeler même, qu'éthi-

flics : les nouveaux "intouchables"

quement, ils sont plus que les autres citoyens concernés par la soumission aux lois, alors que leur fonction est d'en faire assurer le respect ? Et que, même, le code pénal prévoit le doublement des peines lorsqu'un délinquant ou un criminel se trouve être de surcroît un policier ?

POLICE NATIONALE OU POLICE POLITIQUE ?

Comment ne pas s'inquiéter également du rôle trouble que, de plus en plus, le pouvoir semble vouloir faire jouer à la police ? Révélatrice est à cet égard l'inquiétude du Syndicat général de la Police en ce qui concerne les réquisitions des gardiens de la paix pour intervenir en tenue civile lors des manifestations de rue : « Cette pratique, dit le SGP, est ambiguë et comporte de nombreux risques ». Les photos publiées par *Libération* sur l'interpellation à main armée de simples manifestants par des policiers en civil en disent long sur ce point. Il y a de la part du pouvoir une volonté délibérée de criminalisation du droit de manifestation. Rentrent dans le même cercle la pratique devenue courante des rafles de manifestants ou de simples passants, accompagnées de brutalités, après la dislocation des manifestations.

Recrutement laxiste, mauvaise formation, solidarité corporatiste qui confine à la complicité, rôle double d'une police nationale par trop souvent transformée en police politique... Déjà Paul Verlaine se plaignait des « cops et flics ». Mais le « malaise » de la police prend d'inquiétantes proportions dans notre société libérale avancée.

Axel TISSERAND

l'europe s'enlise

Après la capitulation devant les exigences britanniques, les dirigeants européens parlent ... d'autre chose.

Malgré les rodomontades qui ont suivi l'échec de Luxembourg Giscard a donc cédé (en ce qui concerne nos « partenaires », il n'a pas fallu les pousser beaucoup). La Grande Bretagne a obtenu avant le « sommet » de Venise davantage encore que ce qui lui avait été proposé à Luxembourg. D'une part sa contribution est plafonnée, comme elle l'exigeait, jusqu'en 1981. D'autre part, ladite contribution, rien qu'au titre des années 1980 et 1981, sera diminuée d'au moins 15 milliards de Francs; lesquels seront payés par les autres pays-membres. Les contribuables français auront la joie de prendre en charge quelques 3 milliards de Francs supplémentaires. Ils apprécieront, n'en doutons pas.

La seule contrepartie que la France a pu obtenir (outre une augmentation des prix agricoles dont on nous disait qu'elle aurait lieu quoi qu'il advienne) est une réglementation du marché du mouton. Mais il faut savoir que celle-ci n'entrera en vigueur... que lorsque les accords « d'autolimitation » (mais oui !) auront été conclus avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Argentine ... et autres pays producteurs choyés par Londres. Autant dire aux calendes grecques.

Mais le sommet de Venise est venu donner à la victoire anglaise une ampleur plus grande encore. Peu d'observateurs ont relevé l'attaque en règle à laquelle s'est livré M. Schmidt contre l'actuel système de fixation des prix agricoles : il a argué du fait que la disparité des taux d'inflation en ren-

daît impossible la perpétuation. Or, il faut savoir que l'unité des prix agricoles est la pierre angulaire de la politique agricole commune, vieille ennemie des britanniques. Il a en outre réclamé un plafonnement des dépenses pour les pays dont la contribution budgétaire est importante (l'Allemagne est, avec la France, la principale « bénéficiaire » de l'ardoise généreusement refilée par les Anglais). Certes ces déclarations sont basées sur de froides réalités dont nous avons souvent parlé : les intérêts des pays européens sont divergents. Mais, pour l'heure, elles vont dans le sens souhaité par la Grande-Bretagne qui utilise ces rivalités pour transformer la CEE à sa convenance. A ce jeu-là la diplomatie giscardienne ne sait pas jouer; l'absence de réaction de Giscard aux propos tenus par Schmidt est significative.

Alors on parle d'autre chose ... on se met facilement d'accord sur des déclarations aussi généreuses

que peu coûteuses à propos de l'Afghanistan ou du Liban... On se met un peu moins facilement d'accord sur le problème israélo-palestinien : la « position » européenne ressemble à une motion nègre-blanc. On n'interviendra pas aux Nations-Unies (il y a eu un veto de Carter), on ne remet pas en cause la résolution 242 qui fait des Palestiniens, non un peuple, mais de simples « réfugiés ». On parle d'autodétermination, mais non d'Etat palestinien.



Thatcher a tout obtenu ...

Quant au problème de l'élargissement de la Communauté (plus on est de fous, plus on rit) l'isolement giscardien et, malheureusement français, est superbe. La pause réclamée « compte tenu de l'attitude de certains de nos partenaires ... » a suscité une levée de boucliers à Lisbonne, Madrid, Bonn et ... Londres.

Une diplomatie aussi inconsciente qu'improvisée a réussi à placer dans l'affaire européenne la France en position d'accusée. Les Britanniques peuvent se réjouir. Il est vrai qu'ils n'ont en face d'eux qu'un adversaire notoirement médiocre : il s'appelle Giscard.

A. SOLARI

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

.....
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS



En août 68, sept Soviétiques manifestaient sur la Place Rouge contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Natalya Gorbanevskaya était l'un de ces manifestants. Elle a payé très cher -de l'interne-ment psychiatrique- cet acte de courage. Aujourd'hui, exilée en France, elle nous apprend que la répression continue ainsi que, malgré elle, la lutte pour les droits de l'homme.

● **Royaliste :** Natalya, quelle est la situation de la dissidence à la veille des Jeux Olympiques ?

Natalya Gorbanevskaya : En automne 77, nous avons appris -ce n'était pas une nouvelle officielle, ce n'était qu'une rumeur, mais on nous a affirmé que c'était vrai- que le Comité Central du Parti avait pris la décision d'anéantir la dissidence à l'intérieur et en dehors du pays. A l'époque, nous avons fait une déclaration pour souligner le danger particulier dans lequel se trouvait André Sakharov, car nous étions sûrs que cette décision du Comité Central le visait, bien que tout le monde considère qu'il bénéficiait d'une sorte d'immunité.

En 78 et 79, il y a eu bien sûr, des arrestations et toutes les formes de répression en Union Soviétique, mais c'est une véritable avalanche d'arrestations qui a commencé en automne dernier. Je pense que c'est à cette époque que le C.C. a mis en application sa décision. Par conséquent je ne crois pas que cette vague ait été provoquée par l'approche des Jeux Olympiques, mais plutôt qu'on a choisi l'approche des J.O. pour exécuter une décision prise depuis deux ans.

● **Royaliste :** Qu'est-ce qui te fait penser cela ?

N.G. : A Moscou, à Leningrad, à Kiev, dans les pays baltes, toutes les figures éminentes et respectées de la dissidence ont été alors arrêtées ou sont en danger d'arrestation imminente. Il y a en même temps une vague d'arrestation en province, là où aucun correspondants ni aucun touriste étranger ne pourrait parvenir même pendant les J.O.

Bien sûr, l'opinion publique occidentale ne peut pas suivre at-

tentivement les gens peu connus, les gens de province, donc il est beaucoup plus facile de les arrêter maintenant.

J'aimerais vous parler de certaines personnes parmi celles qui ont été récemment arrêtées, parce que je pense qu'on ne peut comprendre le phénomène qu'on nomme en Occident «la dissidence» qu'à partir des personnes, des individus. Parce que même dans les actions collectives, il s'agit toujours du mouvement d'individus : des individus solidaires, des individus qui protestent contre la même injustice, très souvent par les mêmes moyens, mais toujours chacun choisissant son chemin. Ce chemin ne lui est imposé ni par l'esprit d'un parti, ni par l'esprit du groupe ou par le devoir abstrait. Même si on peut parler de devoir c'est plutôt toujours du devoir intérieur, du devoir moral et je peux dire que, pour moi, devoir et vouloir ont toujours été la même chose : je n'ai jamais fait de choses que je ne voulais pas faire. Je pense que c'est la même chose pour une grande partie des dissidents.

Nous avons donc appris que le 1er novembre, il y avait eu trois arrestations : - deux à Moscou, et une à Vilnius. A Vilnius il s'agissait d'un Lituanien Antanas Terleckas, ex-détenu politique de l'époque de Krouchtchev puis de Brejnev -il avait été deux fois dans les camps. Nous, ici à Paris, venions de publier un article dans «Continent» intitulé : « Encore une fois, sur les Juifs et les Lituanien ».

En tant que Lituanien, il invitait ses compatriotes à se rappeler leur culpabilité -même si ça ne concernait qu'une partie de la nation- envers les juifs massacrés par

ENTRETIEN

natalya gorba une dissidente témoigne

les nazis mais avec la participation des détachement lituaniens et parfois avec l'aide d'une partie de la population lituanienne. Le même jour, à Moscou, était arrêté deux personnes : le père Gleb Yakounine, fondateur du Comité chrétien pour la défense des Croissants, et Tatiana Velikanova.

● **Royaliste :** Peux-tu nous dire ce qu'est ce comité ?

N.G. : Le Comité chrétien pour la défense des croyants a été créé en 77, juste après le Groupe de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki.

Ce comité, comme son nom l'indique, était animé par des chrétiens, et de plus, ses fondateurs étaient orthodoxes. Mais il ne limitait pas son action à la défense des orthodoxes, ni même à celle des chrétiens. Il défendait aussi tous les croyants dont les cas étaient portés à sa connaissance. Il a d'ailleurs fait une déclaration après la nouvelle arrestation de Mustapha Djemilev, l'un des animateurs du mouvement populaire des Tatars de Crimée, qui est musulman croyant. Ce comité a fait également une déclaration contre la condamnation d'un juif croyant : Iossif Bégoun. De même, il a beaucoup protesté contre les persécutions envers l'Eglise catholique lituanienne, contre celles des sectes évangéliques et bien sûr contre la répression des croyants orthodoxes. Il faut dire qu'en Lituanie un comité semblable a été créé selon l'exemple du comité de Moscou.

J'ai envie de parler de Tatiana Velikanova qui est une amie très proche et l'une des figures les plus représentatives de la dissidence. J'ai fait sa connaissance d'une manière très particulière. Le 25 août 68, nous étions sept à manifester sur la Place Rouge, et tous les autres ont été arrêtés et emmenés plus vite que moi parce que j'étais avec mon bébé dans son landeau et les hommes du KGB ont cherché en vain une voiture qui pourrait prendre le landeau. Je restais donc la dernière. Devant moi, il y avait une femme dont le visage me paraissait connu. Tout

en étant sûre que je ne la connaissais pas, je sentais qu'elle était des nôtres. Avant la manifestation nous avions demandé à nos amis d'être présents à la Place Rouge pour être témoins des provocations et des violences auxquelles nous nous attendions et qui ont effectivement eu lieu.

On m'a interpellée, on m'a emmenée, mais quand le soir on m'a conduite à mon domicile pour la perquisition, on ne m'a pas arrêtée.

Jusqu'à la fin de la perquisition je me suis attendue à ce qu'on me conduise en prison, mais j'ai été laissée chez moi et convoquée le lendemain pour l'interrogatoire. Quand je me suis présentée, on m'a confrontée avec un garçon qui n'était vraisemblablement même pas à la Place Rouge. Il racontait des choses qu'on lui avait demandé de raconter. Puis quelqu'un est entré dans la pièce pour dire que la femme de Babiski, l'un des manifestants, était à la recherche de son mari. «Faites-la entrer, a dit le juge, pour qu'elle reconnaisse Natalya Gorbanevskaya».



les gardiens du Goulag

evskaya,

On a fait entrer dans le cabinet cette même femme que j'avais vu la veille devant moi sur la Place Rouge. Nous nous sommes souri. Elle m'a reconnu bien sûr. De mon côté je n'ai pas nié que j'étais sur la Place Rouge. C'est ainsi que nous nous sommes connues, Tatiana Velikanova et moi. Ensuite, très vite on est devenues amies. On faisait beaucoup de choses ensemble, particulièrement pour le livre que j'ai fait sur la manifestation et sur le procès des manifestants (1).

C'était une enquête assez étrange : nous n'avions pas nié nos actions et il n'y avait pratiquement rien à rechercher. Seulement nous étions accusé de violation de l'ordre public et nous avons dit, bien sûr, qu'il n'y avait pas de violation. C'était tout. Mais pour établir quand même un dossier, les juges d'instruction ont fait beaucoup d'actions qui ressemblaient à des expertises, des confrontations.

Le procès fut assez exceptionnel : plusieurs parents de détenus étaient autorisés à entrer dans la salle alors qu'habituellement les procès (officiellement publics) se tiennent dans les faits à huis clos. Et dans le cas des manifestants, ce n'était pas un procès vraiment public puisque le public n'avait même pas accès au bâtiment du tribunal. Cependant il y avait une liste autorisant l'accès aux parents des accusés et cette liste était assez extensible puisqu'elle incluait même des cousins et cousines - une chose très rare - et tout le monde a essayé en cachette de prendre des notes. Grâce à ça, en rédigeant ces brouillons, nous avons réussi à établir le sténogramme complet du procès. Aussitôt après la fin du procès, nous avons pu reproduire les dernières paroles des accusés. C'est là le premier travail que nous avons fait ensemble avec Tatiana. Son aide a été vraiment irremplaçable. C'est une personne très calme, très modeste aussi, mais en même temps très résolue. Quand elle a une conviction, elle la défend, mais elle sait toujours écouter les autres opinions. Ce-

pendant elle ne fait jamais de compromis même au nom des relations amicales.

● **Royaliste** : Est-ce de cette époque que date le «Groupe d'initiative» ?

N.G. : Oui, en mai 69 à Moscou un groupe s'est créé, qui a pris le nom de «Groupe d'initiative pour la défense des droits de l'homme». C'était le premier collectif de cette sorte en Union soviétique. C'était même antérieur à la création du comité Sakharov. Nous étions 15 membres fondateurs dont trois femmes. On me pose souvent la question suivante : «Comment étant mère de deux enfants, avez-vous pu vous consacrer à ces activités ?» Ma réponse est simple : Nous étions trois femmes. Moi, mère célibataire de deux enfants, Tatiana Velikanova avec trois enfants et un mari condamné à trois ans d'exil. Tatiana Khodorovitch, la troisième, était veuve et mère de quatre enfants. Pour nous il n'était pas question de peser ces risques et de reculer moralement. Je l'ai expliqué au cours de l'expertise psychiatrique et c'est sans doute ce qui a donné aux psychiatres la conviction définitive que j'étais schizophrène. Quand on m'a demandé comment j'avais pu aller sur la Place Rouge alors que j'étais mère de deux enfants, je leur ai dit : «C'est pour mes enfants que j'y suis allée, parce que je n'ai pas voulu qu'il me reprochent dans dix ans : «Où étais-tu ces jours-là ?» C'est pour ne pas avoir honte devant eux. Je pense que pour les autres femmes - et pour les hommes aussi sans doute - c'était la même chose.

Depuis 69 et le Groupe d'initiative, Tatiana a toujours été au centre non seulement de toutes les actions de solidarité, des protestations, mais aussi des persécutions. Plusieurs fois elle a été perquisitionnée, et elle a été convoquée aux interrogatoires pratiquement chaque fois que quelqu'un a été arrêté à Moscou. Je dis convoquée et non interrogée, parce que dès le début de ces interrogatoires elle a adopté une attitude très simple : elle disait chaque fois : «je refuse de répondre à vos questions car je considère comme anti-constitutionnel l'article du Code pénal qui condamne «l'agitation et la propagande anti-soviétique» et je ne veux pas participer à une activité anti-constitutionnelle et illégale». Elle signait ce refus et ne disait plus un mot. Je suis sûre que cette attitude a provoqué chez les autorités deux sentiments à la fois : la haine et en même temps l'estime.

Il était évident que Tatiana serait arrêtée. Elle attendait cette arrestation depuis plus de dix ans. Et moi, qui l'ai attendue pendant un an et quelques mois, je peux

vous dire que l'attente de l'arrestation est peut-être plus dure que l'arrestation elle-même. Tu vois tes amis arrêtés, tu vois que les gens autour de toi sont arrêtés alors que tu restes, toi, en liberté. Tu ne sais jamais quand ils viendront te prendre. Tous tes projets sont limités par cette question : et si c'était demain ? Malgré cette éprouvante attente, Tatiana a réussi à garder son calme - son calme extérieur en tous cas. Elle était devenue pendant toutes ces années une autorité morale pour des gens qui la connaissaient à peine cette autorité morale n'était sans doute égale qu'à celle de Sakharov. Toute la différence résidait en le fait que le nom de Sakharov était connu dans le pays entier alors que celui de Tatiana n'était connu que dans un réseau assez limité de gens. Il ne s'agissait pas seulement de gens de Moscou, de ce qu'on peut appeler le noyau de la dissidence; il y avait beaucoup de gens de province qui venaient à Moscou chercher de l'aide : des familles de détenus politiques, des



«Il était évident que Tatiana serait arrêtée...»

gens qui subissaient des persécutions religieuses et qui cherchaient aide et conseil. Tatiana était ce centre non pas organisationnel, mais plus précisément humain, cordial, pour plusieurs centaines de gens de toutes les régions du pays.

Récemment j'ai vu une lettre de protestation contre son arrestation et ce qui m'a frappé c'est qu'au point culminant de cette avalanche de répression, alors que chacun sait que le fait même de signer une lettre comme celle-là est un grand risque, il y a eu près de 400 signatures, ce qui ne s'était pas vu au bas d'une lettre de protestation depuis 68. Et c'était des gens de partout : des villes de province de tous les coins de la Russie et d'Ukraine, des villages estoniens, lituaniens, du Caucase... vraiment des gens qui comprenaient pour qui ils signaient cette lettre. Je pense que ça ne demande pas que du courage. Le courage est en ce moment un sentiment qui coûte très cher et qu'il faut dépenser en faisant très attention.

C'est plutôt de l'amitié et même un sentiment d'amour qui unissent ces gens à Tatiana.

Et puisque nous parlons de Tatiana, je vais vous raconter un épisode de l'histoire de la «Chronique des événements courants». La «Chronique», c'est une revue dont le 1er numéro est paru en samizdat en avril 68 et dont le numéro 55 est paru récemment à Moscou. Sa parution continue malgré les récentes arrestations. J'ai été le premier rédacteur et dactylo de cette revue qui était diffusée comme tous les textes du samizdat. C'est-à-dire qu'on tapait le texte à la machine avec du papier carbone, on donnait les copies à d'autres personnes qui les retapaient à leur tour. Le tirage atteignait souvent une centaine d'exemplaires, parfois plusieurs centaines.

● **Royaliste** : Que contient cette «Chronique des événements courants» ?

N.G. : C'est une revue consacrée à deux choses liées : les violations des droits de l'homme en Union soviétique et la lutte pour ces droits. L'année 1968 avait été déclarée dans le monde «l'année des droits de l'homme», parce qu'elle correspondait au 20ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La «Chronique» avait au début pour titre «L'année des droits de l'homme en Union Soviétique» et c'était le sous-titre qui mentionnait «Chronique des événements courants», devenu le titre par la suite. Sur la première page de chaque numéro il y a toujours en épigraphe le texte de l'art. 19 de la Déclaration universelle selon lequel chaque homme a le droit de recevoir et de diffuser l'information par tous les moyens et indépendamment des frontières. Donc nous n'avons fait qu'appliquer la lettre et l'esprit de cet article.

La «Chronique» apporte donc des informations sur des arrestations, des procès, sur les internements psychiatriques. On y trouve aussi des résumés des nouveaux textes du Samizdat, des nouvelles sur la répression «non-juridique» : licenciements, exclusions, etc. Il y a aussi des chapitres consacrés aux mouvements nationaux et religieux. Au fil des années, la Chronique a élargi géographiquement son champ d'action.

Les autorités n'ont d'abord pas compris l'importance de la Chronique mais quand, à chaque perquisition, des numéros de la Chronique ont été confisqués, elles ont pris conscience qu'elle devenait un moyen d'information très populaire. Quand l'opinion publique occidentale et des organisations comme Amnesty International ont admis «La Chronique» comme une source d'information

(Suite page 8)

ENTRETIEN

digne de confiance, les autorités ont décidé qu'il fallait tout faire pour que son édition cesse.

En février 72, quand je suis sortie de la prison psychiatrique, des amis m'ont dit que le Comité Central avait pris la décision de faire cesser la parution de «La Chronique». J'ai répondu en riant : «Ce n'est pas eux qui l'ont commencée, ce n'est donc pas eux qui vont l'arrêter». Pendant un an encore, par la répression, les autorités n'ont rien réussi. Ils ont alors recouru au chantage par la pratique de la prise d'otages. Pendant plusieurs interrogatoires, ils ont

psychiatrique, je n'étais pas parmi ceux qui publiaient la Chronique et je n'ai pas pu prendre la responsabilité de dire à ceux qui la publiaient de poursuivre leur travail, bien que ce soit mon opinion. La Chronique a cessé de paraître et on peut dire que pendant un an et demi où a cessé sa parution, tout le monde pensait que c'était à jamais terminé. Cette année-là, 73, a été très dure pour notre mouvement. A l'époque, il y eut deux personnes, arrêtées l'année précédente et moralement démolies par les interrogatoires, qui ont fait des

73 contre Sakharov et Soljenitsyne, puis il y a eu l'expulsion de Soljenitsyne, en février 74. Probablement, pour les autorités, il s'agissait de deux coups destinés à venir à bout de la résistance mais, en fait, l'effet a été inverse. Au contraire, à ces deux occasions, les gens ont retrouvé la force de protester, de se réunir, de faire renaître les motivations morales qui avaient été trahies par un procès parmi plusieurs autres. Pendant tous ces mois, une équipe anonyme a préparé trois numéros de la Chronique. En mai 74, c'est Tatiana qui m'a annoncé avec joie : «Nous allons faire une conférence de presse au cours de laquelle nous allons transmettre aux correspondants étrangers trois numéros de la Chronique correspondant à toute cette période d'un an et demi». Il y avait à l'époque quatre membres du Groupe d'initiative qui se trouvaient encore en liberté -les autres étaient arrêtés ou, comme c'était mon cas, il était très dangereux pour eux, même relâchés, de continuer ces activités ouvertement. D'autres encore avaient dû émigrer. Le Groupe qui ne continuait qu'avec 4 personnes -dont Tatiana Velikhanova- a déclaré au cours de cette conférence de presse qu'il revendiquait le transfert de la Chronique à l'étranger. On a gardé la tradition de l'anonymat de la rédaction et ça a toujours permis, malgré toutes les arrestations de garder la continuité de la Chronique, son esprit et son style.

Pour les autorités soviétiques, se déclarer publiquement responsable du transfert d'un texte en Occident, c'est beaucoup plus grave encore que la rédaction du texte lui-même. Chose étrange, aucune de ces quatre personnes ne fut arrêtée à l'époque, preuve que le courage et la volonté peuvent parfois faire battre en retraite les autorités.

Tatiana est restée le dernier membre du groupe puisque Tatiana Khodorovitch a été exilée et vit à Paris, Sergueï Kovalev est dans les camps et le physicien Podolski est mort.

Tatiana Velikhanova a été arrêtée le 1er novembre dernier. Elle est enfermée à la prison de Lefortovo, la prison d'enquête du KGB. Elle est vraisemblablement accu-

sée d'«agitation et propagande antisoviétique». On le suppose parce que le dossier reste secret jusqu'au moment où l'avocat a la permission de le divulguer. Il y a aussi des rumeurs très inquiétantes selon lesquelles Tatiana serait accusée de «haute trahison», comme ça a été le cas pour Anatoli Tchcharanski. Le juge d'instruction a dit à ses enfants que son état de santé était bon mais c'est tout ce qu'on peut savoir puisque toute correspondance est interdite jusqu'à l'issue du procès. Des amis disent que juste avant son arrestation elle était en très mauvaise santé, qu'elle avait quelque chose de grave et qu'elle n'avait pas pu faire les examens nécessaires. Quand on est en prison, et particulièrement à Lefortovo, il est impossible de faire savoir ce qui se passe à l'intérieur.

● **Royaliste** : Il y a eu d'autres arrestations depuis ?

N.G. : Bien sûr. Il y a eu environ 200 arrestations depuis octobre dernier, dont beaucoup en province. On a arrêté par exemple des évêques de l'Eglise pentecôtiste, plusieurs ex-détenus politiques ukrainiens, comme Tchernovil. En fait, tous les mouvements nationaux, religieux, sociaux sont touchés par la purge.

● **Royaliste** : Et on annonce que la délégation sportive française aux «jeux de Moscou» comptera plus de 80 athlètes...

propos recueillis
par Bénédicte HELIEZ

(1) Le livre de Natalya Gorbanevskaya «Midi, Place Rouge» a été traduit en français et publié chez Robert Laffont.

Gérard Leclerc, retenu en province par un reportage urgent pour le «Quotidien de Paris» n'a pu nous faire parvenir à temps ses «Idées». Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.



les miliciens viennent vous chercher au petit matin

dit aux personnes interrogées : Dites aux rédacteurs de la Chronique (la rédaction était toujours anonyme, même quand tout Moscou savait qui la rédigeait) que si le prochain numéro paraît, nous arrêterons telle et telle personnes. Ils ont indiqué le nom d'Irina Delaunay qui avait décidé peu auparavant de mettre fin à ses activités. Pour nous tous c'était admis : nous avions accepté le droit à la peur, le droit à une vie calme et sans risque.

Irina avait déjà été dans les camps et quelques temps auparavant elle avait décidé d'arrêter... Tout le monde le savait, y compris le K.G.B. et après la parution du numéro 27, ils ont exécuté leur menace, puis ils ont dit le nom de celui qui devait être arrêté après la parution du numéro 28, qui était dans une situation semblable. Les éditeurs anonymes de la Chronique se sont trouvés dans une situation moralement très difficile : le K.G.B. les avaient rendus responsables d'une première arrestation et il s'apprêtait à les rendre responsables d'une deuxième. Je pense que ce n'est qu'une supposition : si le numéro 28 avait paru, «ils» n'auraient arrêté personne parce que pour eux c'était une tentative pour évaluer jusqu'à quel point leur chantage était efficace. Parce que la fermeté les fait toujours battre en retraite. Mais pour ma part, après la prison

«aveux», se sont reconnues coupables. Elles ont alors bénéficié d'un procès exceptionnel puisque, chose rarissime et jamais vue par la suite, une conférence de presse était organisée à l'issue de leur procès, qui les condamnait à trois ans de camp chacun, ce qui est vraiment très peu pour des procès, leur peine a même été commuée en trois ans d'exil dans un endroit proche de Moscou, ce qui n'arrive jamais.

S'il y avait encore eu la Chronique, ce procès aurait figuré parmi beaucoup d'autres, parmi des cas où les gens restaient courageux. Mais la Chronique ne paraissait plus, la rumeur publique se cristallisait sur ces deux personnes faibles et démolies et «l'intelligentsia libérale» voyait dans cette trahison le signe de la décadence de la dissidence. «Vous êtes tous comme ça», disaient-ils. Bien sûr il y avait des faits transmis par les correspondants étrangers à la presse occidentale, et qui parvenaient en Union Soviétique par le biais des radios étrangères, mais tout ça passait inaperçu à côté de cette grande trahison dont tout Moscou et tout Leningrad parlait. Il y a eu deux moments où la dissidence a commencé à retrouver sa force. Paradoxalement ce sont deux moments où la dissidence a été la plus violemment attaquée : le premier a été la campagne de presse soviétique, en octobre



== LIRE ==

l'amour en plus



L'instinct maternel n'existe pas : Elisabeth Badinter (1) n'en veut pour preuve rien moins que l'histoire ! A un détail près cependant puisque son champ d'étude se limite à la société urbaine, évacuant gaiement 80% de la population française et restreint son cadre chronologique au XVIIe et à une partie du XVIIIe siècle.

Dans ce cadre étriqué et réducteur l'auteur ne voit dans la maternité qu'une vaste entreprise d'abandon infantile résumée par la trilogie : mise en nourrice, mise en précepteur, mise en pension. Puis arrive Jean-Jacques Rousseau (2) qui parvient à émouvoir quelques coquettes à l'affût des modes et c'est le début de l'invention du sentiment maternel. L'idée encyclopédique du Bonheur faisant son chemin, les époux se choisissant librement, la procréation devient une joie et subséquemment, (j'allais écrire «naturellement»), les génitrices se mettent à aimer leurs progénitures. Mais cette explication ne suffit pas : ce qui au fond a bouleversé l'attitude de la femme, c'est l'idéologie dominante, bourgeoise et phallocrate qui voulait pallier les carences démographiques pour le bon service du productivisme et surtout reléguer la femme au rôle d'esclave attentive. Possible. Cela vous laisse perplexe ? E. Badinter a d'autres tours dans son sac : «Comment être sûr que ce désir de maternité n'est pas une compensation à des frustrations diverses ?». Décidément, on ne sera jamais sûr d'aimer nos enfants librement, même sans l'instinct.

Il n'est évidemment pas question de nier ici l'oppression qu'une certaine théologie chrétienne (celle des Bénédictins par exemple), la négativité de l'influence du droit romain, adoré par nos Révolutionnaires et triomphant par l'action de Napoléon Ier. Il est vrai que de Saint Paul jusqu'à Freud, la femme semble n'être que le piètre succédané de l'homme. Mais par pitié, serait-il possible à nos féministes de lire le Nouveau Testament jusqu'au bout, malgré l'épître aux Ephésiens ? En voilà assez du christianisme-bouc-émissaire de la colère des femmes, des lectures de la Ge-

nèse faites balance en main pour conclure : «Adam est moins puni qu'Eve» (3).

Madame Badinter carbure au manichéisme comme d'autre à l'alcool. Cela lui permet, au passage, de confondre Cathares et Chrétiens, en citant mal à propos le texte d'E. Le Roy-Ladurie sur le village de Montaillou au 14e siècle où les «bougres» (4) du coin assimilaient la femme à une truie.

On concédera volontiers à l'auteur que le ventre de la femme a souvent été l'objet, (et le reste encore), d'une spéculation de type patriarcal, mais son ventre reste saint, il est toujours ce par quoi l'Etre délivre encore son mystère. Malheureusement, sans jeu de mot, E. Badinter jette le bébé avec l'eau du bain. La fin de son livre met en évidence un nihilisme des plus dangereux.

Son «paradis retrouvé» pourrait bien ressembler au «meilleur des mondes» : il suffirait d'un Etat-providence qui consentirait à soulager les mères du «monstre à deux têtes qu'est la maternité : procréation-éducation».

Alors faut-il continuer à se battre pour un nouveau statut des femmes ? Décidément, oui. Mais vous ferez comme vous voudrez, je ne rejoindrai jamais leurs armées.

Michèle SEGURA

(1) Elisabeth Badinter -L'amour en plus- Ed. Flammarion. Prix franco 65 F.

(2) Ce «spécialiste» de l'éducation qui avait lui-même abandonné cinq enfants.

(3) Relire, concernant la création de la femme dans la Genèse, le beau passage de Bernard-Henry Lévy dans Le testament de Dieu dans lequel l'auteur fait de la femme créée, non une matrice mais un visage.

(4) Ainsi nommait-on les hérétiques.

“A... comme Architectes”

La construction en France ne se porte pas bien, c'est le moins que l'on puisse dire. Les belles proclamations giscardiennes et les discours stéréotypés masquent mal la baisse de la construction et tout particulièrement celle des logements sociaux, la faible part laissée aux innovations et la médiocrité grandissante de l'architecture publique.

Bouc émissaire ou principal responsable, victime de mécanismes qui lui échappent ou bien acteur à part entière : dans ce contexte quel est le rôle de l'architecte ?

C'est la question que se sont posés les auteurs de ce dossier, Marc de Leusse et Raymond Nicolas. Et dès les premières pages, l'intention est nette. Il ne s'agit pas d'instruire le procès de tous les architectes mais de dénoncer «la pratique de la minorité d'entre eux -les architectes-mandarins- qui a trahi sa vocation pour monnayer ses titres».

L'on compte aujourd'hui en France environ 13.000 architectes. Parmi ceux-ci, les auteurs estiment, à quelques unités près, que 840 se partagent à eux seuls la quasi totalité des travaux exécutés par des architectes en France, tant en ce qui concerne les commandes publiques que privées. Ce phénomène n'est pas sans conséquences sur leur pratique de la profession : «... Des plans de cellules de logements sont produits à la chaîne par leurs bataillons de «nègres», main d'œuvre corvéable à merci...» De plus l'affairisme entraîne bien souvent la sous-traitance.

Avec un luxe de détail et de multiples exemples, les auteurs montrent quels sont les moyens mis en place par cette «véritable mafia d'architectes» pour obtenir et conserver ce monopole de fait des commandes et faire main

basse sur notre cadre de vie. S'ils ne peuvent être tenus pour seuls responsables leur rôle de bouc-émissaire servant notamment à masquer celui de l'argent et l'absence de politique réelle des pouvoirs publics - cette recherche du monopole par quelques uns les rend largement responsables.

A cet égard, il faut noter qu'aucune mesure sérieuse n'a été proposée par les pouvoirs publics pour aboutir à une meilleure répartition des commandes. Sans cette dernière, faire reposer la qualité architecturale sur la simple signature d'un «homme de l'art» relève de l'imposture dont ne se prive ni le gouvernement ni l'ordre des architectes.

Malgré quelques irritations dues à certaines facilités (Ainsi écrire que «la France a été défigurée en moins de 40 ans, entre 1940 et 1980» c'est tout de même brutalement faire l'impasse sur l'urbanisation des régions industrielles au 19e siècle) la lecture de ce livre est salutaire. Elle permet de mettre l'accent sur un préalable nécessaire à la recherche d'un nouveau cadre de vie.

La participation des habitants à l'élaboration de ce dernier ne peut admettre le système du mandarinat.

Philippe CAILLEUX

Marc de Leusse et Raymond Nicolas. -A... comme architectes- Ed. Alain Moreau. Prix franco 58 F.



Des logements à la chaîne



le sionisme

La lancinante question du peuple juif et de ses rapports avec les autres nations demeure toujours d'une actualité brûlante et soulève inmanquablement les passions. Malgré cela nous n'avons pas voulu laisser passer inaperçue la parution d'un « Que sais-je ? » qui a le mérite de rassembler et d'expliquer clairement les raisons du sionisme. Nous avons demandé à Ghislain Sartoris, spécialiste de la culture juive, de nous donner son opinion personnelle et de nous présenter ce livre.

« A travers le mouvement palestinien le monde des nations est affronté à la judéité. Il porte en quelque sorte en lui la clef du rapport des nations à Israël ». Shmuel Trigano, l'auteur de ces lignes (1) cite Isaïe : « En ce jour-là, Israël sera trois avec l'Égypte et la Syrie... dans l'étendue de ces pays... Bénis soient mon peuple d'Égypte, la Syrie, œuvre de mes mains, et Israël, mon bien propre » (19.24.25).

Dans le livre d'Esther, et dans la version grecque seulement, apparaissent ces lignes : « Dieu a établi deux destinées, l'une en faveur de son peuple, l'autre pour les nations. » (V.10.3g).

Les nations pourront-elles accomplir leur destinée (c'est la paix) sans permettre à Israël de s'accomplir (c'est-à-dire : revenir et demeurer en paix) ? Aux Juifs et aux Palestiniens (aux nations) la même question est posée : « Où est ton frère ? » (Genèse 4.9).

Il n'y a que les historiens et les négateurs de Dieu pour penser que judaïsme et christianisme sont des catégories historiques définies et bien connues. L'un et l'autre sont inaccomplis, ils sont notre avenir à bâtir par la prière, non par l'action qui est toujours le meurtre. Le salut du monde dépend des hommes, mais les hommes se font dépendants d'illusoires actions : le mythe de l'histoire. Martin Buber rapporte que le Rabbi Israël dit le « Maggid » pria pour tous : « Si tu ne veux pas encore délivrer Israël, délivre au moins les autres peuples ! » (M. Buber - Gog et Magog).

Notre époque appelle un authentique judéo-christianisme, (communisme et nazisme se rejoignent pour haïr cette voie), le chrétien doit assez savoir comment il est juif, et il suffit que le juif sache et accepte que le chrétien est juif. Que les chrétiens prient pour les juifs selon l'ordre chrétien, que les juifs prient pour les chrétiens dans l'ordre juif. Ce sont là les termes de la croisade moderne. Otez le peuple juif et le Christ ne peut plus naître, ni recevoir les soins et l'amour de ses parents, ni recevoir la langue et les lois de sa communauté. Israël est la terre natale du christianisme, terre de la vie, de la mort et résurrection du Christ. Pour les juifs, les chrétiens sont les seuls à pouvoir entendre et reconnaître le judaïsme comme destinée singulière. La déchristianisation c'est la déjudaïsation.

Au terme de leur course les peuples comprendront qu'ils sont hébreux; par des chemins différents judaïsme et christianisme se rejoindront sur la même terre.

Mais si vous voulez comprendre cessez de vous fabriquer des souvenirs qui sont des « fables convenues », de croire à l'histoire. Historiquement le christianisme est une valeur du passé, à laquelle l'on peut continuer d'adhérer, et sa définition est équivalente aux événements historiques jugés déterminants. Pour les vivants le christianisme n'est pas « tout fait », il est la seule nouveauté dans un monde ancien et lassant.

Dans la collection *Que sais-je ?* vient de paraître un livre sur le sio-

nisme, de Claude Franck et Michel Herszlikowicz (2). Il rassemble et justifie les raisons du sionisme, sa lecture est tout à fait indispensable à qui prétend à un point de vue raisonnable sur la question. Un justificatif historique « permet d'apprécier à sa juste valeur la légende de l'existence immémoriale en Terre sainte d'une authentique nation arabe palestinienne que les Juifs auraient expulsée pour y édifier l'Etat d'Israël ». Le sérieux de ce livre, sa fondation sur des documents connus et accessibles, oblige quiconque veut aujourd'hui prendre parti, à discuter dans l'ordre de ce livre. On peut donc espérer de cet ouvrage qu'il permettra à tous ceux qui n'ont pas perdu la raison, à tous ceux que la haine n'envenime pas, d'en venir à des affirmations plus dignes. Et que l'on n'aille pas se satisfaire d'avance et à bon compte en pensant qu'il s'agit d'un nouveau livre pro-sioniste. Il y a là les éléments qui peuvent permettre une résolution. Méconnaître ou mépriser ces raisons, c'est perdre toute autorité.

Mais s'agit-il de raisons ? « Israël est le seul Etat au monde dont la suppression, assortie de l'expulsion de toute sa population, soit ouvertement exigée par un certain nombre de pays et d'organisations ». (2)

« Pas une seule bombe ne fut lancée sur les voies d'accès à Auschwitz, sur les fours crématoires de Treblinka. » On peut lire ces lignes dans le *Seder de Varsovie*, d'Ilya Konstantinowski (3), (il est membre de l'Union des écrivains soviétiques, non ce n'est

pas un dissident, ils ne sont pas les seuls à écrire...). Ce livre traite de la persécution antisémite en Pologne, de 1968 à 1972 : « Auriez-vous pensé qu'après la faillite du nazisme, on recommencerait à parler des juifs dans le style nazi, précisément dans le pays où les gens ont le plus souffert de la peste brune ? » (p.36).

Lorsque les raisons sont impuissantes à vaincre les mauvaises volontés, viennent de nouvelles douleurs à pleurer; au commencement du monde est le sacrifice de l'agneau, le déchirement de Dieu qui accepte la liberté des hommes. « Israël, est-ce la fin du vieux destin du judaïsme ou sa continuation dans un lieu nouveau et sous une autre forme ? Le cruel tourbillon de la politique mondiale contemporaine entraîne déjà ce rameau qu'est l'Etat d'Israël. » (3).

Demeure la supplication. Peut-on toucher les genoux du monde afin de le fléchir ? Peut-on se plier devant les nations afin de les rappeler à leur infirmité et faiblesse, supplier les peuples afin qu'ils se souviennent de Dieu.

« Etre chrétien, si l'on suit le Nouveau Testament, c'est être sacrifié », écrit Kierkegaard dans son *Journal*; « Etre juif c'est souffrir », écrit Konstantinowski.

Ghislain SARTORIS

(1) Shmuel Trigano - *La nouvelle question juive* - Gallimard/Idées, prix franco 20 F.

(2) Cl. Franck et M. Herszlikowicz - *Le sionisme* - PUF/Que sais-je ?, prix franco 20 F.

(3) Ilya Konstantinowski - *Le Seder de Varsovie* - Gallimard/Du monde entier, prix franco 49 F.

« LE MANDAT DU CIEL »

par

Henry MONTAIGU

Souscription du prochain recueil de poèmes d'Henry Montaigu.

Dans la veine de « L'ARBRE DE JUSTICE » et du « ROI DORMANT » - le sommet de l'art de Montaigu d'après Luc de Goustine pour qui ce livre « c'est tout le comte de Paris !!! », Henry Montaigu fait paraître prochainement un recueil de 40 poèmes, intitulé « LE MANDAT DU CIEL », qui est encore une manière de nommer la monarchie.

Tiré à 200 exemplaire numéroté sur papier vergé chamois - dont le numéro 1 sera offert à Mgr le comte de Paris - format 11 x 15 cm; préface de Luc de Goustine.

Prix de souscription : 20 F franco - Parution avant le 15 juillet. (après cette date, prix franco : 24 F 50)

Commandes au journal.

arsenal 81

Nous sommes maintenant à moins d'un an des élections présidentielles de 1981. Il est encore, bien sûr, trop tôt pour décider d'une manière définitive de ce que les royalistes feront à ce moment là. En revanche, il est certain que nous devrons y être présents d'une manière ou d'une autre et de la façon la plus spectaculaire.

Toutes les hypothèses possibles ont été mûrement étudiées et nous avons engagé dans le détail les différentes solutions. De cette étude préalable il ressort qu'il est grand temps de nous assurer les moyens matériels nécessaires à une action efficace pendant cette période cruciale.

Le budget normal de notre mouvement est toujours d'un équilibre précaire et il nous sera impossible de prélever sur lui les sommes relativement importantes qui nous seront indispensables dans un an. Nous avons donc pensé à constituer dès aujourd'hui un «trésor de guerre» afin de pouvoir faire face à toute éventualité. Nous avons baptisé cette opération : «ARSENAL 81» puisqu'elle est destinée à nous donner ces munitions sans lesquelles nous partirions battus d'avance.

Votre participation à cette opération n'implique aucune adhésion à notre mouvement, elle est juste le gage de votre désir de permettre aux royalistes d'être présents et de pouvoir faire entendre leur voix pendant cette campagne présidentielle.

Comment participer à l'opération ? Pour vous faciliter les choses vous pouvez nous demander un imprimé de demande de virement automatique à nous retourner après l'avoir rempli. Votre contribution -même modeste- nous parviendra ainsi tous les mois sans que vous n'ayez plus à vous en occuper.

Nous vous tiendrons bien entendu au courant au fur et à mesure du développement de la campagne, et solliciterons vos avis et votre réflexion qui nous seront précieux.

Pour le Comité Directeur
Yvan AUMONT

Tout versement à l'ordre d'«ARSENAL», CCP La Source 30 737 24 V.

à nos lecteurs

Comme tous les ans Royaliste suspendra sa publication pendant le mois d'août. Le présent numéro est le dernier numéro normal avant les vacances. Le 15 juillet paraîtra un numéro «spécial vacances» de 16 pages qui restera en vente jusqu'à la reprise de notre parution normale en septembre.

Ce numéro spécial doit être pour nos lecteurs un outil de

propagande privilégié et nous vous invitons donc à nous passer des commandes d'exemplaires supplémentaires de ce «spécial vacances» qui doit avoir la diffusion la plus importante possible.

Tarif : 5 ex. 12 F - 10 ex. 24 F - 25 ex. 54 F - 50 ex. 100 F - 100 ex. 180 F. Les commandes sont à adresser au journal accompagnées de leur règlement.

A LA LIBRAIRIE
DE LA NAR
ON SOLDE

Le service librairie a contribué cette année à l'équilibre financier de la N.A.R. d'une manière très sensible. Il est vrai que nous avons considérablement étoffé notre catalogue. Du coup, comme tout magasin important nous organisons des soldes pour diminuer nos stocks durant l'été :

Trois journées de soldes, les 4, 5 et 6 juillet dans les locaux du journal de 14 h 30 à 18 h 30. Important stock de livres d'occasion, livres neufs avec des remises pouvant atteindre 40%. Profitez-en.

FEDERATION CENTRE-EST.
La fédération organise de grands feux de la Saint-Jean. Il s'agit là d'une manifestation importante qui aura lieu à CLAVAS, petit hameau à 6km de Riotord (département de la Haute-Loire) à 30 km au Sud de Saint-Etienne (carte Michelin 76). Cette fête s'étalera sur deux jours LES 28 ET 29 JUIN on pourra loger sur place (dortoir et chambres) y amener les enfants, etc. Prix par personne (repas du samedi soir, petit déjeuner, repas du dimanche midi et logement) : 48 F (réduction pour les enfants).

LA N.A.R. SUR LES ONDES ...
... LIBRES !

Bertrand Renouvin, était mardi 18 juin, l'invité de RADIO PARIS 80, dans le cadre d'une émission sur l'Appel du général de Gaulle. Malgré le brouillage de la Préfecture de Police, l'émission fit grand bruit et le Directeur politique de Royaliste put présenter pendant près d'une heure les idées de la NAR. Radio Paris 80 se capte sur 97 Mgh en Modulation de Fréquence les soirs où les flics font la belote.

coucy :

**comment
expliquer ?**

Ce ne furent pas les défauts techniques qui manquèrent ? Heures de retards accumulées, imprécisions quant à l'organisation de la fête, des repas, du couchage et de la pluie par intermittence... Alors quoi ? Un «bide» ? Ah non ! Certainement un des plus beaux succès de cette année. C'est difficile à expliquer. Il y avait d'abord le site, l'Histoire, les ruines, le paysage, mais il y avait aussi le monde (beau-coup plus que nous en attendions) : une variété inimaginable de gens où les sympathisants et les amis des sympathisants étaient bien plus nombreux que les militants. Cela allait du professeur d'université au rocker, de la «médiévisite» au «harki», des jeunes travailleurs, des «Françaises-moyens», pas mal de jeunes enfants, des habitants de la région, des touristes venus pour le château, etc. Bref un nombre fort honorable de centaines de personnes (4, 5, plus ?) ont contribué aux succès de ces journées qui étaient tout, sauf des «journées royalistes» à la campagne...

De la musique rock, une visite commentée du château, un buffet remarquablement bien présenté par le «chef Michel», l'ami de Jacques Baudou, un grand débat animé principalement par Pierre Boutang... Inutile de continuer la description car l'originalité de ces journées était plus dans la façon dont les gens s'abordaient, discutaient, s'amusait. Une espèce de «flou amical» où chacun ne sait pas bien qui est de la N.A.R. mais où tout le monde est reconnaissant à la N.A.R. d'exister pour permettre de tels contacts, de tels débats.

Il y eut des militants pour théoriser, sur le chemin du retour, ce qui s'était passé : «la N.A.R. change, la N.A.R. a encore changé, c'est sensible ...». Nous sommes bien loin des mouvements politiques traditionnels qui, entre le discours politicard ou l'appel à des professionnels du spectacle, sont incapables d'attirer et d'intéresser des citoyens.

Clavas, dans trois jours, sera peut-être bien la première confirmation de ce nouveau ton donné à notre action politique. Si vous vous intéressez au nouveau royalisme il faut y aller.

F.A.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

La société française est en train de subir des changements rapides et profonds. Avant que ne débute une campagne présidentielle qui sera sans doute démagogique et superficielle, il faut tenter de saisir la nature de ces bouleversements, qui sont présentés comme des fatalités économiques, financières ou technologiques. Mais il n'y a pas de fatalité : une volonté politique est à l'œuvre qui prend prétexte de la « crise » et s'appuie sur une prétendue « rationalité » pour imposer ses choix. Ils n'apparaîtront en pleine lumière et nous ne reconnaitrons toutes leurs conséquences que si, par malheur, l'actuel président était réélu en 1981.

Dans notre précédent numéro, j'ai tenté de décrire la nouvelle classe dirigeante qui, depuis 1974, préside à nos destinées. Par les analyses qu'elle publie, par les lois qu'elle fait voter, par les mécanismes « libéraux » qu'elle a institués, par le mouvement plus ou moins conscient qui la fait se reproduire et se renforcer, elle est en train de couper la France en deux parties qui seront de plus en plus étrangère l'une à l'autre.

UNE SOCIÉTÉ DIVISÉE

Il n'y a là aucun procès d'intention. Cette volonté s'affirme par exemple dans le rapport d'une commission officielle, sous la plume d'un conseiller écouté du ministère de l'Industrie. Il s'agit, comme nous l'expliquons par ailleurs (1), de diviser l'économie française en deux secteurs : l'un, technologique, hautement « compétitif », accueillerait « l'élite » de la nation, serait le creuset de l'homme nouveau libéral et multinational. L'autre secteur, « traditionnel », recueillerait les laissés pour compte du progrès, les adeptes de la « convivialité », les écologistes en tous genres qui, moyennant de bas salaires et une protection sociale réduite au minimum, pourraient se livrer aux délices de « l'archaïsme ». Il va sans dire qu'une telle structure marquerait la fin de tout projet commun, de toute solidarité entre deux catégories de Français séparées par les barrières, plus hautes que jamais, du savoir, de l'argent et du pouvoir.

On peut bien sûr considérer le texte de M. Stoffaes comme une élucubration toute personnelle. Si nous y revenons à deux reprises dans le même numéro, c'est qu'il exprime, d'une façon peut-être outrée, des tendances qu'il est facile d'observer dans notre « société libérale avancée ».

Ainsi dans l'enseignement. Depuis une vingtaine d'années, et plus précisément



par
bertrand
renouvin

les deux france

depuis mai 1968, il est clair que « l'élite » politique et sociale se recrute de moins en moins dans l'Université classique : les lycées, les grandes écoles scientifiques, ou les Ecoles Normales supérieures ne sont plus des lieux de formation ou la classe dirigeante. Désormais, elle préfère les écoles privées aux lycées - à l'exception de quelques établissements qui sélectionnent leurs élèves -, les grandes écoles commerciales et, bien sûr, l'Institut d'Etudes Politiques et l'ENA, c'est à dire les endroits où l'on reçoit, dans la discipline, un enseignement « efficace » et, surtout, des manières de dire et de faire qui permettent, plus sûrement que l'accumulation des connaissances, l'accès aux hautes responsabilités.

Une telle évolution rend inutile l'effort de « démocratisation » de l'enseignement puisque les garçons et les filles qui passent leur bac en plus grand nombre et entrent dans les « vieilles » universités se retrouvent dans des impasses bien connues : soit des concours pour des postes d'enseignement en nombre infime, soit des métiers sans avenir, soit le chômage et les « petits boulots ». Il y a donc deux types d'enseignement, qui dispensent deux cultures différentes, mais seulement une filière qui offre de bonnes

chances de « parvenir »... à ceux qui peuvent faire des études coûteuses et qui ont reçu dans leur milieu familial la culture nécessaire pour réussir les concours d'entrée aux grandes écoles.

LA SÉGRÉGATION SOCIALE

Cette « dualité » se retrouve, ou se retrouvera, dans de nombreux autres domaines. Elle est évidente en matière d'habitat : la spéculation immobilière et la libération des loyers chassent des villes les ménages de salariés, qui doivent s'installer dans des banlieues toujours plus lointaines. Si cette évolution se poursuit, si la politique du logement social est, comme on peut le craindre, progressivement abandonnée, les villes deviendront des ghettos pour riches. De même, la réforme de la Sécurité Sociale, et tout particulièrement la nouvelle convention médicale, tend à détruire une des principales conquêtes sociales de la Libération et à instituer, comme les principaux syndicats de médecins l'ont souligné, une médecine pour les pauvres et une autre pour les riches. Et cela au nom de faux « impératifs financiers » puisque les comptes de la nation pour 1979 font apparaître que tous les régimes de sécurité sociale sont excédentaires. Enfin dans le domaine culturel, Jacques Thibaut montrait au cours d'un « Mercredi de la NAR » que magnétoscopes et vidéo-cassettes créeraient une télévision élitiste, les « fauchés » devant se contenter des séries américaines et des habituels programmes de variétés.

Ces exemples pourraient être multipliés. L'essentiel est de constater que le monde des privilégiés se renforce, s'enrichit et s'isole du reste de la nation. Un moment abaissées par la « société de consommation », les barrières entre les classes s'élèvent à nouveau. Comme dans le 19e siècle des bourgeois et des prolétaires, elles séparent nettement deux modes de vie et de pensée. Mais les privilèges sont moins visibles qu'autrefois. La richesse souvent plus discrète et surtout la « crise » permet de présenter comme une fatalité la société d'injustice et de ségrégation que le Pouvoir a décidé de fabriquer.

Masquée par l'habileté des discours et par la récupération subtile d'anciennes espérances, le « libéralisme avancé » déroule son implacable logique. Il est indispensable de la dévoiler aux Français, pour qu'ils soient en mesure de l'arrêter et de la détruire l'an prochain.

Bertrand RENUVIN

(1) voir notre article en page 4